

En Marche La Nièvre !

Perrine Goulet - En Marche la Nièvre !

Je vous remercie de nous avoir invités à la rencontre du 18 mai. Cette réunion a permis à chaque candidat de la 1^{ère} circonscription de la Nièvre de vous donner quelques précisions quant à son programme et ses engagements.

Je vous remercie également pour le travail qui a été fait pour rassembler de nombreuses analyses des situations économiques et sociales que vous rencontrez dans vos activités de terrain et pour le travail de rédaction de propositions assez précises. Vos propositions sont celles de personnes engagées à faire que le quotidien des populations des pays du Sud progresse vers plus de dignité et d'humanité, et ce sans oublier les populations les plus fragiles de nos pays les plus développés. Les points que vous soulevez sont donc très importants et doivent être considérés. Et si vos propositions n'emportent pas toute mon adhésion, j'espère que nos échanges nous permettront de progresser ensemble avec pragmatisme et enthousiasme.

En préambule, j'aimerais souligner qu'Emmanuel Macron a pris soin de vous apporter des réponses nuancées, argumentées et responsables à l'ensemble de vos propositions. Il a pris note de vos propositions, les a analysées, et a pris des engagements crédibles sur certaines propositions. Sur d'autres, il a préféré ne pas s'engager ; ce n'est pas par volonté d'ignorer le sujet mais, le plus souvent, parce que vos exigences sont trop élevées au regard de la situation, des contraintes et des pouvoirs de président de notre République.

A la lecture des informations disponibles sur votre site internet, les autres candidats à la présidentielle, pour certains, n'ont pas répondu, et pour d'autres, se sont engagés sur tous vos points, ce qui me paraît manquer de discernement, de crédibilité et de sens des responsabilités.

Jeudi dernier, vous nous avez soumis les mêmes propositions qu'aux candidats à la présidentielle et ceci amène quelques commentaires. Tout d'abord, un député n'a pas les mêmes pouvoirs qu'un président de la République et son emprise sur les questions internationales que vous soulevez est assez modeste. Ensuite, conformément à mes engagements et par souci de cohérence, vous comprendrez que je ne m'engage ni plus ni moins qu'Emmanuel Macron sur vos diverses propositions. Aussi, je vous prie de ne considérer mes réponses que comme des compléments à celles d'Emmanuel Macron que je vous invite à relire. Mes réponses développées ci-dessous tiennent compte des précisions que vous avez apportées lors de notre réunion et des spécificités de notre circonscription.

Enfin, je vous invite à constater que, comme nombre de pays du Sud, La Nièvre est un département exportateur net de matières premières agricoles, et que comme nombre de pays du Sud, elle possède des ressources essentielles pour la transition énergétique et environnementale. N'est-ce pas l'occasion d'en faire un laboratoire à l'avant-garde des défis que vous posez ? N'est-ce pas l'occasion d'être exemplaires ?

Proposition 1 : Garantir le juste paiement des impôts par les entreprises

Dans la question orale, la fraude fiscale qui coûterait 60md€ par an à la France a été évoquée ainsi que l'évasion fiscale des grands groupes.

Je m'engage.

La réponse En Marche est très claire.

Je rajouterai qu'il ne faut pas rêver : croire qu'il suffira d'un claquement de doigts pour faire rentrer 60md€ laisserait penser que les fonctionnaires du Trésor Public sont inopérants à ce jour et c'est loin d'être le cas.

Sur la taxation des grands groupes qui font de l'évasion fiscale, j'ajoute que la situation n'a que trop duré pour tout le monde. Il est clair que, bien que légales, les pratiques d'évasion fiscales contreviennent aux principes fiscaux de chaque pays dont aucun ne prévoit que des bénéficiaires des sociétés ne soient pas taxés. Il y a donc un intérêt commun objectif des pays dans lesquels ces groupes opèrent et des pays dans lesquels ces groupes sont consolidés à établir des conventions fiscales plus cohérentes et sans failles. Espérons que cet intérêt commun saura convaincre les Etats de partager les bénéfices à en tirer.

Etant données les activités des associations qui composent votre groupe Solidarité2017, je tiens à rappeler que les mesures de simplification, de transparence et de convergence internationale proposées par Emmanuel Macron auront notamment pour effet une meilleure lutte contre la corruption. François Bourguignon, économiste spécialiste d'économie du développement soutient que le premier facteur de démarrage d'une économie du Sud n'est ni le microcrédit, ni l'adduction d'eau potable, ni-même le déploiement d'un réseau de communication mais la lutte efficace contre la corruption. Nous devons être exemplaires dans ce domaine.

Je serai avec vous partout où notre pays pourra agir pour plus de transparence, et pour une affectation précise et rigoureuses des aides, il en va de l'efficacité de vos actions et de la motivation de vos équipes.

Proposition 2 : En France, rendre les impôts plus progressifs et « justes » socialement...

Je m'engage.

Tout le monde s'accorde pour dire qu'il faut davantage de progressivité dans l'impôt pour le rendre plus redistributif.

A première vue, si on regarde les mesures purement fiscales du programme d'Emmanuel Macron, l'augmentation de la CSG et la restriction de l'assiette de l'ISF au patrimoine immobilier, ne semble pas aller dans le sens de la redistribution. Elles ont été critiquées comme un cadeau aux plus aisés.

Lorsque plus sérieusement on prend en compte les baisses de charges salariales, les augmentations des allocations vieillesse et personnes handicapées et les exonérations de taxe d'habitation pour 80% des ménages, alors la dimension redistributive du programme devient incontestable. Je m'engage à mettre conjointement en œuvre ces mesures qui font un tout et dont les répercussions économiques seront particulièrement sensibles dans notre circonscription dont le revenu moyen par habitant est relativement faible.

Quant à l'assiette de l'ISF, une mesure fiscale d'incitation à investir dans la sphère productive, par nature, s'adresse à ceux qui ont du capital à investir et par nature à ceux qui payent l'impôt. Est-ce injuste ? L'impôt n'est pas que redistributif, il est aussi incitatif.

Contrairement à ce qui a été dit, une TVA à taux progressif, faible pour les produits de première nécessité et plus élevée pour les biens de luxe, est un impôt redistributif mais malheureusement normatif. Dans les pays du Sud qui vous concernent particulièrement, c'est parfois techniquement la seule manière de faire de la redistribution.

Proposition 3 : Afin de contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable... aide publique de développement. (non traitée en séance)

Je ne m'engage pas.

Cf réponse Emmanuel Macron.

Proposition 4 : Stopper tout risque de nouvelle crise financière ... dont la santé mondiale (non traitée en séance).

Je ne m'engage pas.

Rien dans les actions que vous proposez ne nous garantirait l'élimination de tout risque de nouvelle crise financière. Réguler drastiquement la finance, qui par bien des aspects est probablement un des secteurs les plus régulés, demande à être sérieusement précisé et j'attire votre attention sur le fait que vos propositions risquent fort de réduire le volume de crédit que les banques pourront accorder, ce qui serait un effet contraire à l'objectif que vous poursuivez.

Proposition 5 : Garantir que les interventions de l'AFD... de coopération de la France (non traitée en séance).

Je m'engage.

J'attire votre attention sur le fait qu'Emmanuel Macron, dans son dernier paragraphe a clairement réaffirmer le principe de déliement, ce que votre analyse telle que publiée sur votre site internet à ce jour semble l'ignorer.

Proposition 6 : D'ici 2020, sortir de la production et de la consommation de charbon... la sortie des énergies fossiles.

Je m'engage.

La récente nomination de Nicolas Hulot accrédite l'engagement pris.

J'ajouterai à la réponse d'Emmanuel Macron que le programme d'En Marche affiche l'ambition de faire de la France le leader mondial de la recherche sur la transition environnementale. Développer des compétences fortes en la matière est une nécessité pour faire de cette nécessaire transition une opportunité créatrice d'emplois durables et non pas seulement une contrainte.

Enfin, j'ajoute que notre réponse aborde la notion de prix du carbone. Le prix Nobel d'économie, Jean Tirole appelle à la mise en œuvre d'un prix global du carbone. Les pays qui ont pris de l'avance quant à cette notion n'ont pas des économies moins florissantes que la nôtre.

Proposition 7 : Supprimer tout soutien public ... agrocarburants avancés (non traitée en séance).

Je ne m'engage pas.

J'ajouterais à la réponse d'Emmanuel Macron que dans la Nièvre, la moitié de la population rurale se chauffe au bois.

Or le bois est bien une énergie renouvelable et il s'apparente bien à un agrocarburant. Je ne vois pas de raison objective de ne pas soutenir les recherches pour améliorer les performances énergétiques de la filière bois-énergie. A noter que dans notre région, le bois n'est pas en compétition directe avec les terres cultivables utiles à nourrir la planète.

Proposition 8 : Atteindre l'équilibre entre le financement de l'adaptation au changement climatique ... pour les pays en développement (non traitée en séance).

Je ne m'engage pas.

Rien à ajouter à la réponse d'Emmanuel Macron.

Proposition 9 : S'assurer que les politiques... accaparements de terres (non traitée en séance).

Je m'engage.

Proposition 10 : Soutenir politiquement et financièrement, de manière spécifique et prioritaire, l'agroécologie paysanne, ... de développement à l'étranger.

Je ne m'engage pas.

La réponse d'Emmanuel Macron est nuancée et témoigne d'un vif intérêt pour le sujet.

Ce sujet concerne notre département et notre circonscription et j'y attacherai une grande importance. Aujourd'hui, les performances financières de ces nouveaux modes d'exploitation agricole sont prometteuses mais encore hasardeuses. Il semble que la rentabilité des établissements qui pratiquent l'agroécologie dépende encore de leurs activités de conseil en la matière.

Il est cependant clair qu'une agriculture plus respectueuse de l'environnement et plus intense en travail est une aubaine pour notre département. Développer un tel mode d'exploitation agricole permettrait notamment de fixer des populations rurales actives.

Je m'engage également à favoriser la mise en œuvre de circuits courts de distribution de produits agricoles et maraichers.

Emmanuel Macron prévoit dans son programme de soutenir les producteurs français afin qu'ils obtiennent de meilleurs prix quitte à déroger au droit européen de la concurrence. Il y a plusieurs raisons à cela. La première est que la loi de l'offre et de la demande ne permet pas d'établir un prix juste en cas de fort déséquilibre entre les partenaires (un producteur est souvent mille fois plus petit que son distributeur – vous l'observez souvent dans les pays du Sud), la seconde est que l'agriculture n'est pas délocalisable et qu'elle rend un service notoire à la collectivité rurale.

Rétablir des prix justes qui permettent de vivre de son travail est une première étape pour restaurer la dignité et la confiance envers l'avenir de nos agriculteurs.

Proposition 11 : Avoir une exigence de solidarité à l'égard des migrants ... demandeurs d'asile.

La question orale a demandé précisément quelles étaient nos positions vis-à-vis des accords de Dublin, du Touquet et de l'accord avec la Turquie.

Je ne m'engage pas.

« La France ne peut pas accueillir toute la misère du monde mais elle doit en prendre sa part », disait Michel Rocard et le premier service qu'on peut rendre aux migrants, c'est de traiter les dossiers avec diligence comme indiqué dans notre réponse.

L'accord de Dublin n'est plus adapté à la situation des migrations actuelles. Avec le Brexit, l'accord du Touquet devra être remis en cause. Enfin l'accord avec la Turquie n'est pas vraiment satisfaisant et l'on devra s'assurer que chacun remplisse les termes de cet accord.

Attention, l'absence d'engagement ferme à l'échelle nationale ne signifie pas l'ignorance du problème.

A titre d'exemple, Fabrice Berger, suppléant de Perrine Goulet, a organisé l'accueil de migrants sur sa commune de Challuy. Il a su vaincre les réticences de la population et faire de cette expérience un succès collectif salué par le préfet.

Proposition 12 : Réviser les politique migratoires ... sont déjà visibles (non traitée en séance).

Je ne m'engage pas.

Proposition 13 : Légiférer au niveau français... pour les victimes (non traitée en séance).

Cette proposition a été retirée faute de temps. Il est à noter qu'une loi à ce sujet vient de passer au parlement et donne satisfaction au CCFD. Cf site de CCFD.

Proposition 14 : Réguler aux niveaux français... travailleurs et travailleuses (non traitée en séance).

Je ne m'engage pas

Proposition 15 : Garantir le respect des droits des femmes... protocole facultatif (non traitée en séance).

Je m'engage.

L'égalité entre les Hommes et les Femmes a été érigée au rang de grande cause nationale par Emmanuel Macron.

Carte blanche :

Au-delà de l'intérêt des sujets que vous nous avez demandé de traiter, je veux ici saluer le profond respect qui est le mien à l'égard tant des bénévoles de vos associations que des actions que vous menez.

Je suis surpris que, bien que plusieurs de vos associations soient expressément catholiques, nous n'ayons jamais évoqué l'encyclique « Laudato Si » qui est un plaidoyer vibrant pour les causes que vous défendez. Vous me permettrez cependant d'émettre quelques doutes sur la pertinence des solutions évoquées. Cette encyclique s'adresse aux catholiques et à tous les hommes et femmes « de bonne volonté », soyez assurés que j'en suis.

Il est probablement un point commun à tous les sujets que vous abordez, à tous ces défis mondiaux, c'est le déficit de savoir. Sur la transition énergétique, sur la transition écologique et sur la transition solidaire, notre ignorance est patente et n'a d'égale que notre volonté farouche de progrès. La nomination de Nicolas Hulot est un premier pas.

Je voudrais rappeler qu'il y a trente ans, lorsque l'on finançait des projets dans les énergies nouvelles comme le solaire ou l'éolien, on investissait dans l'avenir, dans le savoir et l'expérience car ces projets n'étaient pas rentables. Aujourd'hui, nous capitalisons sur l'expérience ainsi acquise et nous atteignons et souvent dépassons les seuils de rentabilité. Seul un Etat visionnaire peut faire ce type de pari et Emmanuel Macron veut faire de la France le leader mondial de la recherche sur ces sujets cruciaux. La Nièvre a des atouts essentiels pour participer à ce mouvement, nous avons l'occasion d'être innovants, nous nous devons d'être exemplaires pour nos enfants et pour les pays du Sud. Un des thèmes de notre campagne pour les législatives n'est-il pas « Quel département allons-nous laisser à nos enfants ? »

Enfin, dans le cadre de la modernisation et de la moralisation de la vie publique, je souhaite mettre en œuvre à l'échelle de notre circonscription, en plus des comités locaux En Marche qui resteront actifs, une **commission indépendante, consultative, de contrôle et de propositions** qui aura notamment pour rôle :

- d'émettre des avis et propositions relatifs aux projets de loi et sujets de société abordés à l'Assemblée,
- d'émettre des avis et propositions quant à l'affectation de la réserve parlementaire,
- de contrôler et de valider les comptes-rendus annuels de mon activité parlementaire.

Cette commission indépendante sera composée de personnes représentatives de la société civile de la circonscription.

Nous ne manquerons pas de solliciter vos associations lors de la constitution de cette commission ; vous y avez un rôle à jouer. Rendez-vous est pris ; nous n'attendrons pas cinq ans pour nous revoir.

LA REPUBLIQUE

En Marche !